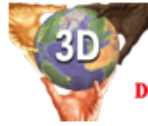




USAID
DU PEUPLE AMERICAIN



ONG-3D
Démocratie - Droits Humains - Développement Local



COSYDEP
Sénégal

PROGRAMME USAID/*SunuBudget*



**FORUM REGIONAL DE RECUEIL DES BESOINS
EN EDUCATION ET D'AUDITION PUBLIQUE DE
MANAGERS DE CENTRE DE RESPONSABILITE**

RAPPORT D'ACTIVITE

Tambacounda, lundi 27 mars 2017

SOMMAIRE

SIGLES & ABREVIATIONS

RAPPORT DU FORUM

Introduction

1. Objectifs et résultats produits

- 1.1 Objectif global du forum
- 1.2 Objectifs spécifiques
- 1.3 Résultats produits par le forum

2. Méthodologie

3. Mise en route du forum

- 3.1. Ouverture officielle du forum
- 3.2. Présentation des participant(e)s

4. Déroulement du forum

- 4.1. Audition publique de managers de centres de responsabilité : IA, Conseil départemental, IEF Tambacounda, Lycée Tambacounda commune
- 4.2. Travaux d'ateliers : recueil des besoins en éducation de la région
- 4.3. Synthèse générale des travaux et réflexion
- 4.4. Cérémonie officielle de clôture

Conclusion et recommandations

ANNEXES

- Annexe 1 : Chronogramme du forum
- Annexe 2 : Liste des participant(e)s
- Annexe 3 : Allocution d'ouverture de la Coordinatrice régionale
- Annexe 4 : Termes de référence du forum
- Annexe 5 : Communication des orateurs lors de l'audition publique

LIENS UTILES

SIGLE & ABREVIATIONS

APE : Association des Parents d'Elèves

CAQ : Contrat d'Amélioration de la Qualité

CD : Conseil Départemental

CGE : Conseil/Comité de Gestion de l'Etablissement/l'Ecole

COSYDEP : Coalition des Organisations en Synergie pour la Défense de l'Education Publique

DIPE : Développement Intégré de la Petite Enfance

ETFP : Enseignement Technique et Formation Professionnelle

GS : Gouvernement Scolaire

IA : Inspection/Inspecteur d'Académie

IEF : Inspection/Inspecteur de l'Education et de la Formation

LTC : Lycée Tambacounda Commune

ODD : Objectifs du Développement Durable

ONG 3D : Organisation Non Gouvernementale Démocratie – Droits humain – Développement local

PE : Projet d'Etablissement

PTF : Partenaire Technique et Financier

FICHE SYNOPTIQUE DE L'ACTIVITE

Activité	Forum régional de recueil des besoins en éducation et d'audition publique de managers de centres de responsabilité	
Livrables du forum	<ol style="list-style-type: none"> 1. Rapport technique ; 2. Communications des autorités auditionnées ; 3. Feuille de présence ; 4. Photos 5. Coupures et liens de presse 6. Factures et états de paiement 	
Indicateurs	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de participant(e)s au forum - Nombres d'autorités auditionnées 	
Participant(e)s	HOMMES : Cf. liste de présence	FEMMES : Cf. liste de présence
Lieu	Tambacounda	
Durée	Un (01) jour	
Facilitateur	Bangaly DIALLO	
Modérateurs des séances	<ul style="list-style-type: none"> - Mme Awa Ndiaye Diop adjointe au gouverneur - Bounama KANTE, 3e Adjoint au Maire de Tambacounda - Abdou Aziz TANDIAN, Directeur de l'ARD de Tambacounda - Ahmat DIEYE, Membre antenne régionale COSYDEP 	
Principaux résultats obtenus	<ol style="list-style-type: none"> 1. Identification et partage des besoins et priorités en éducation de la région de Tambacounda 2. Renforcement du dialogue social avec les partenaires sociaux 3. Partage avec les acteurs des données et informations liées à l'exécution budget de l'académie 4. Mise en place d'un cadre de veille et de contrôle citoyen au niveau régional 	
Engagements	<ol style="list-style-type: none"> 1. Affichage du budget au LTC 2. Augmentation par le Conseil départemental du budget alloué à l'éducation 3. Mise en place d'un espace de coordination entre les différents services techniques et les collectivités locales 4. Organisation de sessions périodiques d'information des élus locaux autour des enjeux éducatifs avec la participation de la société civile 	

Introduction

Les grandes orientations de la politique éducative actuelle du Sénégal mettent l'accent sur les valeurs et principes suivants :

- Gouvernance efficiente et inclusive qui met en avant une systématisation de la reddition de comptes, l'imputabilité des résultats, la transparence
- Renforcement du leadership des collectivités locales et leur collaboration avec les autorités déconcentrées ;
- Responsabilisation des communautés dans la gestion des établissements d'enseignement à travers des cadres de concertation renouvelés et dynamisés;
- Stratégies de communication pour consolider l'appropriation de l'école par les communautés

De tels principes devraient ouvrir la voie à une gestion inclusive et participative des ressources en vue d'améliorer la qualité des enseignements apprentissages. Cela est d'autant plus vrai que le système financier et comptable applicable dans le cadre du PAQUET fait référence au SYSCOA et aux normes internationales dont l'objectif général est de fournir aux parties prenantes, une information fiable et exhaustive sur les ressources allouées au secteur de l'éducation et de la formation.

C'est là que réside l'engagement de la COSYDEP, en partenariat avec l'OND 3D et l'USAID, dans le cadre du programme *SunuBudget*, à créer chez les acteurs des régions de Tambacounda, Kédougou, Kolda et Sédhiou, les capacités techniques et managériales nécessaires au suivi de l'élaboration et de l'exécution des budgets de l'éducation surtout au niveau local.

L'approche adoptée par la Coalition combine le renforcement de capacités et l'implication des acteurs à la base. C'est dans cette optique, qu'elle a organisé en février 2017, un atelier de formation des responsables des régions cibles et de ses relais sur le suivi budgétaire afin de les initier aux concepts, outils et méthodes.

Dans le même sillage et en perspective de la production du premier rapport semestriel de suivi du budget de l'éducation, elle a lancé une série de fora dont le premier s'est tenu à Tambacounda le 27 mars 2017 dans la salle de délibération du conseil départemental. Le forum régional est un cadre d'échanges d'informations, de connaissances et de données sur le budget du système éducatif au niveau local.

Il permet, à travers l'audition des managers de centres de responsabilités :

- de mettre en exergue les besoins, priorités et ressources financières investies dans le secteur
- d'identifier les difficultés et obstacles dans l'exécution des budgets
- d'informer les citoyens sur la mobilisation et l'exécution du budget et de disposer données qui alimenteront le rapport de suivi.

A travers son antenne régionale, la COSYDEP a organisé le forum régional avec comme cible une quarantaine d'acteurs locaux intervenant dans le secteur de l'éducation et de la formation et incluant la participation de six représentants des antennes de Kédougou, Kolda et Sédhiou. Une délégation du niveau national conduite, par le coordonateur national de la COSYDEP, était composée de la responsable de Suivi Evaluation ; du point focal national de l'antenne, d'une personne ressource ancien Directeur de l'Enseignement Elémentaire et de trois membres de l'ONG 3D.

Le présent rapport, qui retrace les moments essentiels du forum, s'articule autour des points suivants : rappel des objectifs et résultats produits, méthodologie, déroulement du forum, conclusion et recommandations.

1. Rappel objectifs et résultats produits

1.1 Objectif global :

L'objectif global du forum est de susciter des échanges entre les acteurs et partenaires de l'éducation au niveau local et de les amener, chacun selon ses responsabilités, à s'engager pour une orientation équitable des ressources et à rendre disponible les informations relatives à la mobilisation et à l'exécution des budgets locaux d'éducation.

1.2 Objectifs spécifiques

Plus spécifiquement, il s'agira de :

- i. Faire l'état des lieux du secteur éducatif dans la région notamment :
 - les besoins, priorités et ressources financières investies dans le secteur ;
 - le niveau d'exécution des programmes, les contraintes, difficultés et les écarts ;
 - les difficultés et obstacles dans l'exécution des budgets
- ii. Informer les citoyens sur la mobilisation et l'exécution du budget et disposer de données qui alimenteront le rapport de suivi
- iii. Formuler des recommandations et recueillir les engagements des différents acteurs pour l'amélioration de l'efficacité et la transparence de l'utilisation des ressources

1.3 Résultats produits

1. Les parties prenantes sont mieux informées des enjeux du programme *SunuBudget* et du suivi budgétaire ;
2. Les besoins, priorités et financements des programmes de la région de Tambacounda sont partagés;
3. Les prévisions, réalisations, écarts et contraintes dans l'exécution des programmes et budgets de la région sont identifiés et des engagements sont pris par l'ensemble des acteurs.

2. Méthodologie

Le forum régional est un cadre d'échanges et de partage de données et d'informations sur le budget du système éducatif à l'échelle régionale. Le forum de Tambacounda a accueilli des acteurs locaux, des membres des antennes régionales de Kédougou, Kolda et Sédhiou en plus d'une délégation nationale composée de membres des instances nationales de la coalition et de représentants du partenaire de mise en œuvre l'ONG 3D.

La démarche retenue, à la fois participative et inclusive, s'adosse sur des auditions de managers de centres de responsabilité et des travaux d'ateliers suivi de restitution en plénière. Les trois moments suivants ont caractérisé la tenue du forum régional de Tambacounda :

Durant la phase préparatoire, l'antenne régionale de la COSYDEP a réalisé les activités qui suivent :

- le partage du rapport général de la session de formation en suivi budgétaire ;
- l'animation d'une plateforme citoyenne de partage des données et informations sur le budget du secteur de l'éducation au niveau local ;
- le partage des termes de référence du forum ainsi que des outils de recueil de données et d'informations sur l'exécution des budgets locaux d'éducation ;
- L'organisation de rencontres d'information et d'échanges avec les autorités concernées (Gouverneur, Préfet, Président conseil départemental, Directeur ARD, Inspecteur d'Académie, IEF de Tambacounda ;
- L'identification et la mobilisation des participant(e)s du forum et du facilitateur.

Le jour du forum, il s'est agi de procéder à :

- L'analyse du contexte local par la coordonnatrice régionale de la coalition ;
- L'audition de l'Inspecteur d'Académie, du Secrétaire Général du Conseil Départemental, de l'Inspecteur de l'Education et de la Formation de Tambacounda et du Proviseur du Lycée Tambacounda commune sur l'exécution de leurs budgets respectifs ;
- la collecte des besoins en éducation lors des travaux en atelier et des échanges en plénière en vue d'alimenter le rapport semestriel de suivi citoyen.

Après le forum, l'antenne régionale procédera à la / au :

- Finalisation et transmission du rapport général du forum et des pièces annexes ;
- Animation du cadre de veille régional de contrôle citoyen ;
- Revue et priorisation des besoins régionaux en éducation en vue du suivi citoyen ;
- Suivi périodique des engagements pris par les acteurs.

3. Mise en route du forum

Le forum régional de Tambacounda a vécu au rythme de cérémonies officielles d'ouverture et de clôture, des auditions publiques des managers de centre de responsabilités, des travaux de groupe et restitutions suivies d'échanges en plénière.

3.1 Ouverture du forum



La cérémonie s'est déroulée sous l'égide du Gouverneur adjoint au développement en présence du Coordonnateur national de la COSYDEP, de représentants de l'ONG 3D et de l'IA de Tambacounda. Les allocutions prononcées par les officiels, tournent autour de la nécessité de rendre le processus d'élaboration et d'exécution du budget inclusif et transparent. Il est nécessaire que l'information sur le budget soit accessible à tous les citoyens et que son

exécution soit faite de façon orthodoxe et dans le sens d'une meilleure prise en charge des besoins du système. Il a été aussi souligné l'impérieuse nécessité de changer de paradigmes afin de créer les conditions les plus favorables à la prise en charge de l'ODD4 dont dépend essentiellement la réalisation des autres. Le Sénégal a fait beaucoup d'efforts avec les OMD notamment dans le domaine de l'accès à l'éducation mais il reste des défis relatifs à la gestion efficace et efficiente des ressources dont dispose le système. La question fondamentale reste aujourd'hui où va l'argent de l'éducation ? Le système n'est pas sous fiancé mais n'arrive pas encore à des performances acceptables. D'où la nécessité de plus d'exigence et de rigueur dans la reddition des comptes mais aussi dans le contrôle citoyen.

- ↪ **Mr Bounama Kanté, Adjoint au maire de Tambacounda**, a salué la pertinence de l'activité dans un contexte marqué par la rareté des ressources au niveau local. Il a tenu à relever les difficultés auxquels les pouvoirs publics sont confrontés et qui sont liés entre autres à la vulnérabilité des communautés et à l'enclavement de la région. Selon lui, l'éducation reste le pilier de tout développement et l'ambition des communautés de Tambacounda est d'avoir des enfants bien formés, porteurs de développement. Il est donc nécessaire, selon l'adjoint au maire, de mutualiser les ressources et forces disponibles pour y arriver. Il finit en exprimant toute sa fierté et sa gratitude à l'endroit de l'antenne régionale qui l'associe à toutes les activités et en réitérant l'engagement de sa commune à accompagner la coalition pour l'atteinte des objectifs du programme *SunuBudget*.
- ↪ **Mr Hubert Ndeye, Secrétaire élu du Conseil départemental de Tambacounda**, a souhaité la bienvenue à la délégation nationale au nom du Président du Conseil Départemental et remercié l'antenne locale pour son engagement et sa contribution de qualité. Il est revenu sur les rôles et responsabilités de sa collectivité qui, malgré les difficultés, essaie tant bien que mal de faire face aux difficultés auxquels le système éducatif au niveau local est confronté. Il a enfin souligné la nécessité et l'importance du contrôle citoyen pour plus de transparence dans l'utilisation des ressources allouées au secteur et montré toute la disponibilité du conseil départemental à accompagner le processus de suivi budgétaire.
- ↪ **Mme Louise Diène Seck, Coordonnatrice régionale de la coalition**, a adressé des mots de bienvenue à l'ensemble des participants et particulièrement aux membres de la délégation nationale. Elle a fait un point sur la situation du système éducatif au niveau local qui est marqué entre autres par le nombre élevé d'abris provisoires, l'instabilité chronique, la problématique de l'état civil, la non fonctionnalité des organes de gestion, les mariages et grossesses précoces et la faiblesse des performances. La coordonnatrice a rappelé la dynamique enclenchée au niveau national dans le cadre du programme *SunuBudget* qui a permis l'outillage et la capacitation des acteurs pour un suivi efficace de l'exécution des budgets locaux d'éducation. Elle n'a pas manqué de relever les nombreux défis du système éducatif dans sa région et fait un bref rappel des actions entreprises par son antenne. Mme Seck termine en saluant la disponibilité des autorités locales et en remerciant les partenaires et membres du bureau de l'antenne pour leur engagement et leur mobilisation.
- ↪ **Mr. Valdiodio Ndiaye de l'ONG 3D** a exprimé toute sa satisfaction sur le processus enclenché par la coalition et accentué son intervention autour de la présentation des objectifs et résultats attendus du programme *SunuBudget* qui se veut d'assurer un suivi de l'utilisation des budgets sectoriels. Il a également insisté sur l'approche de l'ONG 3D qui consiste à mettre en synergie des plateformes de la société civile actives sur ces questions en laissant à chaque plateforme, le leadership sur son secteur de prédilection. Pour Mr Ndiaye, le programme devrait permettre à chaque citoyen de mieux comprendre le budget et de créer des interactions avec l'Etat et ses démembrements pour des suggestions allant dans le sens de l'amélioration de l'utilisation des ressources à tous les niveaux. Il finit en saluant le partenariat entre l'ONG 3D et la COSYDEP et en magnifiant l'engagement constant du coordonnateur national de même que le travail de militant abattu par la coordonnatrice régionale.
- ↪ **Mr. Cheikh Mbow, Coordonnateur national de la COSYDEP**, a relevé l'importance de l'activité qui témoigne de la qualité et de l'espoir suscité par le processus *SunuBudget*. Il a salué l'accompagnement des autorités pour ensuite témoigner de la qualité du partenariat avec les autorités locales décentralisées et déconcentrées de Tambacounda. Son intervention a été axée autour (i) des différents programmes mis en œuvre par l'antenne locale, (ii) des enjeux du partenariat avec l'ONG 3D, (iii) de la nécessité de changer de paradigmes avec l'avènement des ODD avec comme ligne de mire la créativité, l'esprit critique, le partage d'expériences et la mise à l'échelle des cas de réussite et autres alternatives citoyennes. Selon le coordonnateur national, l'Etat est garant du droit à l'éducation de tous les enfants avec l'accompagnement de l'ensemble des acteurs. A ce titre, il a fait état des efforts consentis en termes d'accès mais également des défis liés à l'efficacité et à l'efficience du système au vu des ressources investies (35% budget national et 6% du PIB). Il est donc attendu des acteurs de la société civile de s'interroger sur l'orientation et l'utilisation des ressources tout en matérialisation le droit des citoyens à exiger des comptes à l'administration. Mr Mbow poursuit en rappelant le rôle de veille, d'alerte et de proposition de la COSYDEP mais également les stratégies développées dans le cadre du programme *SunuBudget* (renforcement de capacité, production d'outils et d'instruments de suivi budgétaire, organisation de fora, recueil de données, production de rapport).

↪ **Mme Awa Ndiaye Diop, Adjointe au Gouverneur de Tambacounda**, a souhaité la bienvenue à l'ensemble des participants et s'est réjoui du lancement du cycle de fora régionaux. Elle a rappelé que ces fora s'inscrivent dans la vision de l'Etat qui prône les principes de participation, de gestion axée sur les résultats, de transparence et de reddition des comptes dans le cadre de l'exécution des politiques publiques. Mme Ndiaye a souligné la place prioritaire de l'éducation et la nécessité de l'implication de toutes les parties prenantes au processus budgétaire. Elle est revenue sur les résultats attendus du forum et a invité les participants à s'engager vivement pour une fonctionnalité du dispositif de contrôle citoyen au niveau local. Elle termine en remerciant la COSYDEP et l'ONG 3D pour leurs contributions et leur engagement constants au côté de l'Etat avant de déclarer officiellement ouvert le forum régional de recueil de données et d'audition publiques des managers de centre de responsabilité.

3.2 Présentation des participant(e)s

Un tour de table a permis aux participant(e)s de se présenter en déclinant leur identité, leur structure, titre et qualité. Pour cet important forum, l'antenne régionale a convié toutes les familles d'acteurs de la région, en plus des délégués des antennes de Kédougou, Kolda et Sédhiou de même qu'une délégation nationale de la coalition et de l'ONG 3D. cf. liste de présence

4. Déroulement du forum

4.1 Audition publique de managers de centres de responsabilité

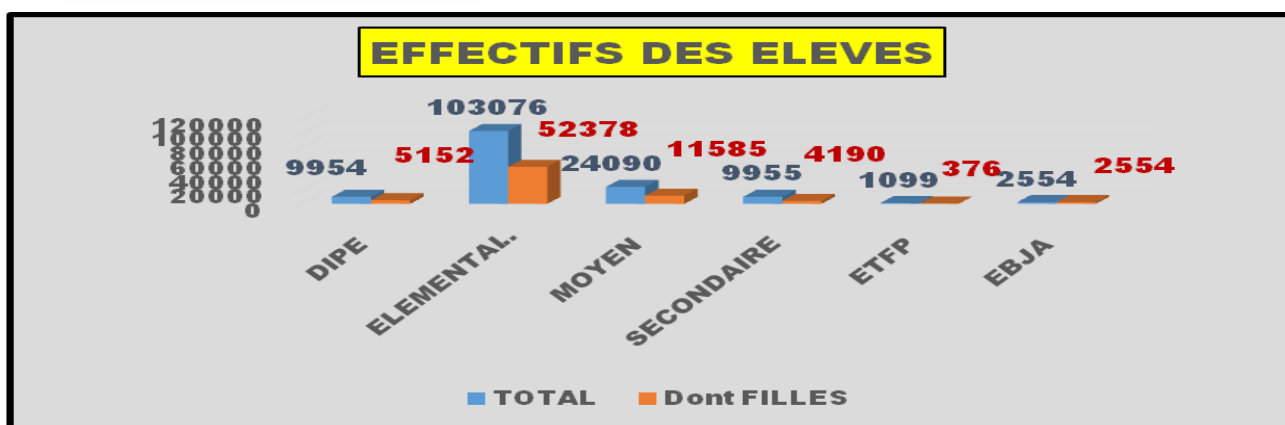
Les quatre auditions ont eu lieu la matinée et pour chaque audition, il s'est agi d'une (1) introduction générale par le Modérateur, (2) d'une communication par chaque autorité sur le budget de son institution en termes de prévision, orientation, niveau d'exécution, écarts, difficultés, (3) des questions/interpellation de la commission d'audition puis du public, (4) des clarifications et réponses aux questions/interpellations suivies de synthèses et de recommandations.

4.2 Audition publique de l'Inspecteur d'Académie de Tambacounda



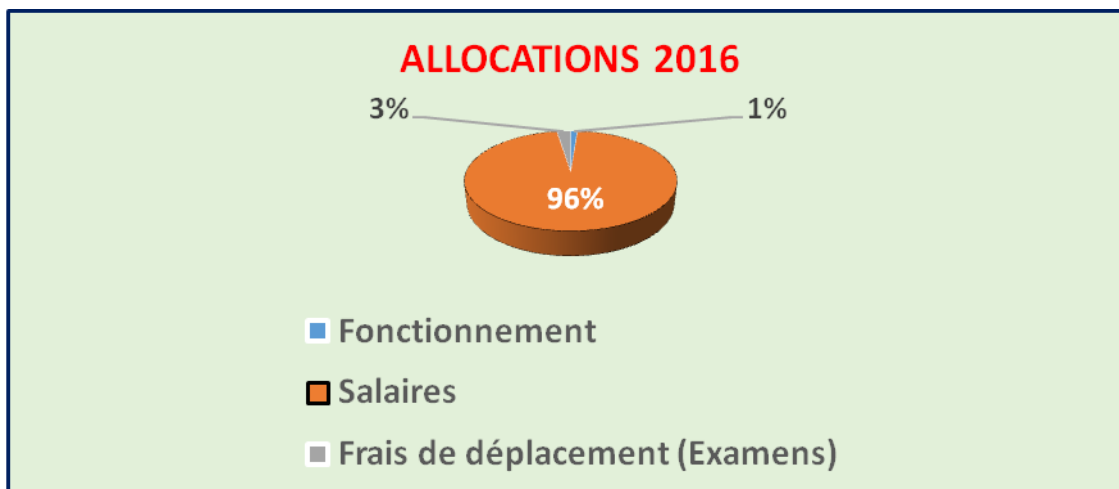
Au cours de son audition, l'inspecteur d'Académie a abordé entre autres points :

- ✓ La présentation sommaire de son académie qui compte quatre IEF (Bakel, Koumpentoum, Goudiry et Tambacounda), et six services rattachés (CAOSP, CRFPE, IME, CRFP, CRETF). Elle englobe 933 structures scolaires formelles dont 116 pour la petite enfance, 723 pour l'élémentaire, 68 collèges, 14 lycées et 12 ETFP pour un effectif global de 103 076 élèves dont 52 378 filles.



✓ Les performances globales

En synthèse, pour l'année 2016, l'Académie a enregistré un taux de réussite au CFEE soit un bond de 22.62 points. Malgré cette performance, la région est en deçà de la moyenne nationale qui est de 58.30%. Les résultats enregistrés au BFEM sont au-dessus de la moyenne nationale qui est cette année de 51.85%. Ceux du Bac général sont en dessous de la moyenne nationale (36.76%) même si un bond de 2.69 points est constaté au plan régional comparativement à l'an dernier. Le Bac technique a enregistré des résultats très significatifs avec un écart positif de 30.32 points par rapport à 2015. Cf. présentation



✓ La gouvernance du système éducatif régional,

Les sources de financement de l'IA sont : l'Etat, les PTF notamment l'UNICEF et les Collectivités Territoriales. Les allocations des ressources de l'Etat en 2016 sont récapitulées dans le tableau ci-dessous :

	Montants prévus	Part du budget	Montants engagés	Taux de réalisation
TOTAL	4863898376	100%	4841603134	99,54%
Fonctionnement	41966000	0,86%	41725720	99,43%
Salaires	4700398876	96,64%	4692116164	99,82%
Frais de déplacement	121533500	2,50%	107761250	88,67%

Annuellement l'IA reçoit de l'Etat une allocation budgétaire d'environ 4 863 898 376 FCFA HTVA (tendance à la baisse pour l'exercice en cours) dont 94,64% pour le paiement des salaires des professeurs contractuels, 2,5% pour les frais de déplacement pour examens et 0,86% pour le fonctionnement. En 2016, sept établissements ont bénéficié de Projets d'établissement (PE) axés sur les sciences pour un montant global de 27.623.900FCFA. Les collectivités territoriales interviennent souvent directement dans les établissements ce qui met à nu le déficit de communication et de coordination entre les deux centres de responsabilités.

L'IA procède par des engagements semestriels pour l'utilisation des ressources allouées par l'Etat sous le contrôle effectif du service régional du contrôle financier. Pour le compte de l'exercice en cours, 50% des ressources allouées sont engagées avec bien entendu un décaissement mensuel pour les salaires des PC. L'une des contraintes majeures de l'allocation des ressources étatiques réside dans le fait que les ressources ne pas allouées en fonction de l'expression des besoins au niveau local mais d'une répartition au niveau central qui ignore parfois certaines réalités locales comme l'étendue de la circonscription, l'accessibilité de certaines localités....

✓ Les contraintes

Bien que disposant d'énormes potentialités minérales, naturelles et d'une population juvénile, la région de Tambacounda éprouve de nombreuses contraintes qui plombent les résultats notamment :

- les mouvements de grève (enseignants, élèves)
- l'enclavement de la région cumulé au manque de moyens logistiques de services techniques
- la faible intensité des infrastructures de communication (routes, connectivité) et de l'accès à l'eau et à l'électricité ;
- le niveau de pauvreté très élevé, 76.09% de la population rurale vit en dessous du seuil de pauvreté ;
- les facteurs socioculturels (mariages précoces des filles, émigration des jeunes, orpaillage)
- la contribution très faible du secteur privé et de la communauté dans l'éducation
- le nombre très élevé d'abris provisoires et le déficit en corps d'encadrement
- l'inadéquation des structures de la Formation professionnelle par rapport aux besoins de la région
- le déficit de formation du personnel enseignant et de matériel didactique dans le moyen secondaire

✓ Les perspectives et recommandations

Le plan de la qualité, de l'accès et de la gouvernance Cf. présentations, les interpellations des membres de la commission d'audition et des participants ont porté sur :

1. Les orientations du budget de l'année en cours ;
2. L'effectivité de la contribution des collectivités locales
3. Les dispositions prises par l'académie pour garantir aux citoyens l'accès à l'information budgétaire
4. L'implication des académies lors des débats d'orientation budgétaire des collectivités locales
5. Les critères d'allocations des budgets des établissements scolaires

4.2.1 Audition publique du Secrétaire Général du Conseil Départemental de Tambacounda

Le Secrétaire Général du Conseil Départemental de Tambacounda, au nom du Président empêché, axé sa communication autour des 4 points suivants:

✓ La présentation de son département



Le département de Tambacounda est le plus vaste de la région avec une superficie de 20 328 km². Il accueille 41% de la population totale de la région soit 283 769 habitants dont 143 318 hommes pour 140 541 femmes. Erigé en collectivité locale dans l'acte 3 de la décentralisation, le département compte 3 arrondissements (Koussanar, Makacolibantan, Missirah) et 9 communes (Tambacounda, Missirah, Netteboulou, Dialacoto, Sinthiou Malème, Koussanar, Makacolibantan, Nodga babacar, Niani Toucouleur).

✓ Les missions et organes du Conseil Départemental

Les missions se résument en général à (i) la promotion du développement économique, social, sanitaire, culturel, scientifique du département ; (ii) l'engagement d'actions complémentaires à celles de l'Etat et des autres Collectivités locales ou leurs groupements, pour mener avec eux des actions relevant de leur compétence dans le strict respect de leurs attributions ; (iii) la proposition aux Collectivités locales du département toute mesure tendant à favoriser la coordination des investissements locaux et des actions de développement ; (iv) la passation de conventions de coopération décentralisée avec des Collectivités locales des organismes publics ou privés, étrangers ou internationaux ; et enfin (v) la réalisation des Plans Départementaux de Développement qui permettent d'organiser l'aménagement du territoire départemental dans le respect de l'intégrité, de l'autonomie et des attributions des communes.

✓ Les organes et projets : cf. présentation

✓ Le budget 2016 :

Il faut noter que le CD ne dispose pas de ressources propres et attend donc tout de l'Etat sous forme de fonds de dotation et de fonds de concours. En 2016, pour une prévision budgétaire de 455 600 000 FCFA (367 000 000F : 80,5% pour le fonctionnement et 88 600 000FCFA : 19,5% en investissement), le département n'avait reçu que 219 000 000 FCFA (149 000 000F en fonctionnement et 70 000 000F en investissement). En dessous, le tableau récapitulatif des engagements.

Libellé	Montant mensuel	Montant annuel	Montant /jour	Total /jour
Personnel (salaire + cotisations)	9.045.000	108.540.000		
Indemnités Président, membres bureau et Secrétaire général	2.509.613	30.115.356		
Remboursement frais de transport des conseillers (pour 59 conseillers)			45.000	2.655.000
Indemnités de session (pour 55 conseillers)			5.000	275.000
Total	11.554.613	138.655.356	50.000	2.930.000

✓ Les réalisations 2016 pour le secteur de l'éducation :

S'agissant du secteur de l'éducation, le département abrite 5 lycées, 22 collèges et 03 structures de formation professionnelle. Sur les 53 agents que compte le conseil départemental, 20 sont en service dans le secteur de l'éducation soit 39 000 000 FCFA pour les salaires. Pour l'exercice 2016 le conseil départemental est intervenu dans le secteur de l'éducation et de la formation à travers :

- 1- **Un accompagnement institutionnel** : Elaboration du Plan départemental de l'éducation et de la formation et organisation d'un panel destiné aux élèves en classe de terminale (coût global : 2.500.000F)
- 2- **Les dépenses de personnel** : Sur les 53 agents, 20 sont en service dans le secteur de l'éducation (coût global : 39.000.000F)
- 3- **Les dépenses d'investissements** : Pour l'exercice précédent, le conseil départemental est intervenu dans le secteur de l'éducation et de la formation à travers ce qui suit :
 - Construction de 02 salles de classe au CEM de Dialico : 3 000 000 FCFA en apport ;
 - Construction de 02 salles de classe au lycée de Koussanar : 3 000 000 FCFA en apport
 - Electrification du collège de Ndogo Babacar : 2 000 000 FCFA en apport
 - Equipement CFPEFS ex CRETF : 4 000 000 FCFA en apport
 - Electrification et adduction d'eau au lycée Tambacounda commune et Electrification Cem abattoirs : 1 000 000 FCFA en apport ;
 - Electrification CEM Tambacounda commune et CEM Gouye (en cours) : 2 000 000 FCFA en apport

Le budget du Conseil départemental s'élève à 481 000 000 FCFA, pour la gestion 2017 en attendant de savoir quel montant l'Etat allouera.

Pour l'exercice en cours, le conseil départemental compte allouer près de 77 000 000 FCFA au secteur de l'éducation et de la formation dont 25 000 000 de FCFA destinés aux fournitures scolaires, à l'entretien des structures d'enseignement technique et de formation professionnelle, des bourses et aides scolaires, grosses réparation d'équipement scolaires et les mobiliers et matériels scolaires.

Les interpellations des membres de la commission d'audition et des participants ont été axées autour :

1. De la diffusion du plan départemental de l'éducation
2. la mise en place d'un cadre de prévention des crises au sein du département
3. Des conditions d'organisation des débats d'orientations budgétaires et du processus d'approbation du budget
4. Du déficit d'accompagnement du secteur par les collectivités locales
5. De l'insuffisance des dotations du CD pour une prise en charge correcte des besoins en éducation de la localité

4.2.2 Audition publique du Proviseur du Lycée Tambacounda commune



Le Proviseur du lycée Tambacounda commune après avoir présenté son établissement, a partagé les statistiques en termes d'effectifs d'élèves et de corps enseignants. L'établissement compte en effet 1 829 élèves, 56 professeurs, 20 pour le personnel administratif, 3 pour le personnel d'appoint ; 38 classes pédagogiques, 16 classes physiques dont 6 abris provisoires, pas de salle informatique, pas de laboratoire, aucune structure de santé.

L'établissement dispose de deux sources de financement à savoir : Les frais d'inscription et le budget de l'Etat. Il a élaboré un PE de trois ans dont les résultats ne seront mesurables qu'en 2019.

Le LTC tire ses ressources financière des frais d'inscription (6 000 F x 1 829 élèves = 10 974 000 FCFA) et des ressources allouées par l'Etat (2 700 000 FCFA en 2017) soit en tout 13 674 000 FCFA. A cette date le taux d'exécution du budget 2017 est de 85% : assurances, santé, appui au GS, appui aux cellules d'animation pédagogique, fournitures de bureau et de reprographie, facture d'électricité, d'eau et de téléphone, salaires du personnel d'appoint. Les 15% restant sont relatifs à la prise en charge des activités éducatives. Le processus d'élaboration et de vote du budget au sein de l'établissement se fait de manière participative avec l'implication de la communauté à travers le CG et l'APE.

Les difficultés du LTC sont entre autres :

- L'enclavement de l'établissement
- L'absence de laboratoire scientifique, de salle informatique et de structure sanitaire
- La défection de l'électrification
- Le nombre élevé d'abris provisoires

Les interpellations des membres de la commission d'audition et des participants ont été axées autour :

1. De la nécessité de renforcer les capacités du personnel enseignant
2. De la valorisation de la contribution conséquente des ménages dans le budget du lycée
3. Du plaidoyer à mener pour des mesures d'accompagnement du Lycée
4. De l'aspect participatif du budget prévisionnel des lycées
5. De la faiblesse des performances des apprenants et les mesures correctives préconisées

4.2.3 Audition publique de l'Inspecteur de l'Education et de la Formation de Tambacounda



L'IEF de Tambacounda s'est appesanti sur la carte scolaire, les ressources mises à disposition, les résultats obtenus et les perspectives.

- ✓ S'agissant de la carte scolaire, elle est établie comme suit :

PROGRAMME	NBRE STRUCTURES	EFFECTIFS	NBRE ENSEIGNANTS	DEFICIT PERSONNEL
DIPE	71	6466	181	
ELEMENTAIRE	260	49665	1076	57
COLLEGE	33	14622	621	
TOTAL	364	70753	1878	

CLASSES SPECIALES	
TYPE	nombre classes spéciales
DF	139
CMG	311
TOT CS	450

NB : Pour les constructions, 8 écoles PAQEEB ont été réceptionnées en 2016 ; 84 salles de classes du BCI sont en construction à + de 80% de réalisation. L'IEF enregistre 192 abris provisoires dont 157 à l'élémentaire et 35 au collège. Le déficit en tables bancs est de 10355 à l'élémentaire et 1573 au moyen.

✓ Budget de fonctionnement pour l'année scolaire 2016-2017

- Annuellement l'IEF de Tambacounda, en moyenne, reçoit des **Crédits alloués par l'Etat** : 845 493 369 FCFA au titre des salaires des maîtres contractuels (81,32%) des primes des MC (15,10%), des indemnités de correction du CFEE et du BFEM (2,05%), des classes spéciales (2,72%) ;
- **Cette année scolaire 2016 - 2017, l'Etat, pour la première fois, a mis à la disposition des écoles primaires** des budgets de fonctionnement d'un montant global de 89 448 577 pour 252 écoles à engager en deux tranches par trimestre.
- **Au titre des fonds de dotation** sur la base des besoins exprimés par l'IEF, la commune de Tambacounda verse à l'IEF 25 000 000 FCFA par an.

Crédits alloués dans le cadre du PAQUEEB (2006) :

Libellé	Montants alloués	Montants engagés	Taux d'exécution
PAQ IEF 2016	42 689 100	42 689 100	100%
Primes CAQ	2 760 000	2 760 000	100%
CAQ Ecoles 2016	100 975 500	100 975 500	100%
PE des établissements (04)	10 279 300	10 279 300	100%
Supervision PE collèges	880 750	880 750	100%
Formation CGE des Daaras (04)	773 250	773 250	
Supervision des daaras	349 900	349 900	100%

NB : Pour l'exercice 2017, les crédits du PAQUEEB ne sont pas encore mis à disposition.

✓ Autres ressources financières :

Chaque année, la commune de Tambacounda dote les écoles de la commune en fournitures scolaires pour un montant total de 14 500 000 FCFA. L'IEF, dans le cadre de la mise en œuvre de certaines des activités, a reçu l'appui de l'UNICEF (16 350 000 FCFA) et de World Vision (1 500 000 FCFA).

L'IEF procède par des engagements semestriels pour l'utilisation des ressources allouées par l'Etat sous le contrôle effectif du service régional du contrôle financier. Pour le compte de l'exercice en cours, 50% des ressources allouées sont engagées avec bien entendu un décaissement mensuel pour les salaires des PC.

La synthèse des interpellations des membres de la commission d'audition et des participants a permis de noter entre autres questions :

1. Le retard dans la mise à dispositions des budgets des CAQ et leurs impacts sur les performances des apprenants
2. Les stratégies à développer pour une meilleure coordination des interventions des partenaires au niveau des établissements scolaires
3. Le pourcentage des fonds de dotation dans les budgets des établissements scolaires
4. Le niveau d'implication des communautés dans la gestion des budgets des CAQ
5. La traçabilité des dépenses liées aux aides et bourses scolaires

4.3 Travaux de groupe

Les participants ont été répartis en trois groupes et les travaux sur le recueil des besoins en éducation à l'échelle régionale se sont déroulés sur la base des consignes déclinées ci- après : En vous fondant sur les communications présentées en plénière et à la lumière des discussions qu'elles ont suscitées, il vous est demandé ce qui suit :

- ✚ Groupe 1 : Formuler de façon synthétique les besoins en éducation dans la région de Tambacounda ;
- ✚ Groupe 2 : Dégager des axes de contribution de la région au rapport semestriel de suivi budgétaire ;
- ✚ Groupe 3 : Proposer des stratégies pertinentes de suivi budgétaire au niveau local.

A l'issue des présentations des travaux de groupe, les interventions en plénières ont permis de compléter et d'améliorer les productions consignées dans le tableau suivant :

Consignes	Productions améliorées par la plénière
Formuler de façon synthétique les besoins en éducation dans la région de Tambacounda	<ul style="list-style-type: none"> • Besoin de personnels enseignants qualifiés / Une bonne politique de fixation des enseignants dans la région • Construction de salles de classes adaptées aux besoins spécifiques • Dotation suffisante de matériels didactiques et pédagogiques • Renforcement des moyens logistiques de l'IA et de des IEF / Dotation en inspecteurs spécialisés • Augmentation des budgets de fonctionnement des collèges et des lycées • Mise à disposition à temps des fonds alloués aux écoles • Meilleure prise en charge des écoles privées communautaires • Synergie d'action des différents acteurs • Meilleure Prise en charge des structures de la petite enfance • Création des écoles pour la prise en charge des enfants à besoins spéciaux • Formation des enseignants pour la gestion des EBS • Renforcer des TICS dans les écoles • Augmentation des fonds de dotation des collectivités locales • Capacitation des différents acteurs du système éducatif (CGE, APE, CL...)

Dégager des axes de contribution de la région au rapport semestriel de suivi budgétaire	<ul style="list-style-type: none"> • Suivi et évaluation des classes passerelles initiées par l'ONG la Lumière • Le niveau de participation de la communauté et des acteurs dans l'élaboration des budgets • La contribution des collectivités locales pour le secteur de l'éducation (montant, clé de répartition) • L'implication de la communauté dans la résorption des abris provisoires. • Le suivi des ressources injectées par les bailleurs dans la résorption des abris provisoires.
Proposer des stratégies pertinentes de suivi budgétaire au niveau local	<ul style="list-style-type: none"> • Veiller au respect de la notion d'équilibre budgétaire • Mettre en place un dispositif et élaborer des outils de suivi budgétaire au niveau local <ul style="list-style-type: none"> - Clarification des rôles et responsabilités de chaque acteur dans le processus de suivi - Suivre le bilan partiel de l'exécution budgétaire (IA et IEFs) - Suivre la temporalité entre prévisions et niveau de réalisations - Développer une communication financière au niveau local (donner toutes les informations relatives à la gestion financière) - Institutionnalisation des auditions publiques à toutes les échelles

4.4 Synthèse générale des travaux et réflexion pour la coalition

La synthèse générale des travaux a été présentée par Mr. Abdou Diao ancien Directeur de l'Enseignement Élémentaire, personne ressource de la COSYDEP. Elle a laissé apparaître les points suivants :

- 1) L'absence de liens entre les besoins en éducation de la région et les allocations budgétaires.

L'allocation budgétaire ne devrait-elle pas être en rapport avec les besoins et les objectifs planifiés en articulation avec l'importance des politiques éducatives en lieu et place des critères d'allocation imposés par le niveau central

- 2) L'absence de synergie et de dialogue politique véritable entre les différentes structures techniques locales concernant l'information sur les données financières notamment dans la mise à disposition des financements.

Les parties prenantes ne gagneraient-elles pas à être en synergie autour des objectifs et des résultats afin de mettre en cohérence les interventions et les ressources : Certes il y a les PTA mais sur la base de concertations préalables participatives et inclusive avec un mécanisme opérationnel de redevabilité et de reddition des comptes

- 3) La faiblesse des budgets d'investissement dans toutes les institutions : Les fonctions essentielles pouvant assurer le développement du système éducatif régional ne se reflètent pas dans la répartition des crédits : couverture scolaire, qualité de l'offre, disponibilité des enseignant(e)s, supervision, encadrement, état de la logistique qualitativement et quantitativement.

L'allocation des crédits devrait non seulement dépendre des résultats mais également des réalités du terrain pour bâtir un système éducatif crédible, performant et durable.

- 4) L'absence d'autonomie des responsables opérationnels IEF, IA, Chefs d'établissements dans les processus d'élaboration des budgets constitués au niveau central

Dans l'allocation des ressources aller vers une entrée par les besoins et priorités et non par enveloppe financière décidée au sommet pour la base en contact direct avec les réalités, les difficultés, les contraintes et les exigences de résultats.

- 5) La nécessité d'approfondir la réflexion autour du rôle et de la responsabilité des collectivités territoriales et des communautés dans la recherche de solutions idoines au secteur dans un contexte de décentralisation

Le dialogue politique et technique entre les collectivités territoriales et les services techniques déconcentrés incluant les communautés pour une planification concertée, participative fondée sur les besoins réels du système au niveau local s'impose à tous les acteurs.

4.5 Cérémonie de clôture du forum



La cérémonie de clôture présidée par l'Adjoint au Maire de Tambacounda Mr. Bounama Kanté a noté les allocutions d'une participante, les messages des partenaires stratégiques et celui de l'adjoint au maire de la ville.

- **Mme Khadidiatou Ba, Coordonnatrice de l'observatoire régionale de l'éducation** a, au nom des participants, remercié la coalition et son partenaire 3D pour l'opportunité qui a été donnée aux acteurs régionaux de la société civile d'être informés et d'échanger autour des questions relatives à la mobilisation et à l'exécution des budgets locaux d'éducation. Elle conclut en exprimant la satisfaction des participants au terme du forum tout en assurant de leur mobilisation pour une effectivité du contrôle citoyen au niveau local.
- **Mr Valdiodio Ndiaye, Représentant de l'ONG 3D**, a salué la maîtrise du terrain par les acteurs présents et la compétence de la coordinatrice régionale de l'antenne avant d'exprimer toute la gratitude de l'ONG 3D et des autres plateformes engagées dans le processus *SunuBudget* à l'endroit de la COSYDEP. Il a également souligné la nécessité pour les acteurs de la société civile de travailler en synergie pour l'atteinte des objectifs. Pour lui, l'éducation est le pilier sur lequel il faut s'appuyer pour le développement avec une ressource de qualité. Mr Ndiaye termine en magnifiant le partenariat avec la coalition et en proposant de revoir le timing des fora sur 02 jours afin de donner plus d'opportunité aux acteurs d'échanger autour des questions soulevées.
- **Mme Louise Diène Seck, Coordonnatrice régionale COSYDEP TAMBACOUNDA**, a remercié l'ensemble des participants pour leur mobilisation et salué la présence de la délégation nationale et des représentants des antennes départementales de Goudiry, Koumpentoum et Bakel. Elle a annoncé la mise en place d'un cadre de suivi citoyen élargi à l'ensemble des partenaires au niveau régional. Dans son message de clôture, Mme Diène est revenue sur l'accompagnement des autorités locales (l'IA, l'IEF et les collectivités locales) avec qui l'antenne entretient de bonnes relations partenariales et a également rappelé les prochaines étapes du processus qui consiste en la fonctionnalité du cadre de suivi citoyen, au recueil et à la remontée de données budgétaires. Elle finit en réaffirmant toute la disponibilité de l'antenne à travailler pour l'atteinte des objectifs du programme *SunuBudget*.
- **Mr Cheikh Mbow, Coordonnateur national de la COSYDEP**, a axé son message de la fin autour de la nécessité pour l'ensemble des acteurs d'une part de s'appliquer les principes prônés par le programme *SunuBudget* et d'autre part d'influencer positivement les politiques publiques. Il a rappelé que le programme *SunuBudget* est un processus qui nécessite l'engagement permanent de chaque acteur et que la société civile doit rester dans son rôle qui consiste à (1) exiger et disposer de l'information budgétaire, (2) travailler à être entendu par les pouvoirs publics, (3) produire des rapports périodiques de suivi à partir d'une démarche méthodologique scientifique, (4) veiller à rendre réelle le partenariat et l'ouverture de l'école au milieu et l'engagement des communautés une réalité. Il finit en encourageant l'antenne locale et en remerciant l'ensemble des autorités pour leur accompagnement et en annonçant la tenue prochaine du forum à Kolda .

- **Mr Bounama Kanté adjoint au maire de la ville de Tambacounda** a salué la présence de l'équipe nationale et a rappelé les difficultés d'accès des populations de la région aux services sociaux de base et le manque de formation des enseignants. Mr Kanté a souligné la pertinence du choix des régions d'intervention du programme avant de revenir sur la problématique de la privatisation de l'école qui ne cadre pas avec la vision du Chef de l'Etat. Selon lui, l'instruction se fait entre les quatre murs et l'éducation, avec la contribution de la communauté d'où la nécessité de rétablir la confiance et la synergie entre les différents acteurs. Le maire s'est engagé pour la tenue périodique de sessions d'information des élus locaux autour des enjeux éducatifs avec la participation de la société civile notamment de l'antenne locale de la COSYDEP. Il a également réaffirmé l'engagement et la disponibilité de la mairie à travailler avec l'antenne régionale pour une efficacité dans l'utilisation des ressources allouées au secteur. Il finit en félicitant l'antenne régionale et en souhaitant un bon retour à l'ensemble des participants.

5. Conclusion

Enseignements tirés de l'audition des managers de centres de responsabilité

L'analyse des données relatives à la carte scolaire, aux performances et aux données financières fournies par les managers de centres de responsabilités laissent entrevoir un certain nombre de faits qui caractérisent de façon profonde le système éducatif sénégalais surtout au niveau local. Ces faits fondent les enseignements suivants :

- **Un budget en parfait déphase avec les besoins et priorités de la région.** Les financements mis à disposition et en particulier le budget de l'Etat, s'organisent en fonction d'une logique implacable, celle du top down qui fait que les besoins et les priorités locales sont nécessairement subordonnés aux exigences et paramètres posés au niveau central ;
- **Des financements injectés de façon désordonnés selon des mécanismes de captage de fonds sans liens véritables.** Il ne faut pas évoquer les PTA comme force ordonnatrice des financements et des interventions. Cette remarque se justifie surtout par l'absence d'une planification participative et inclusive au niveau local.
- **Une déconcentration encore théoriques.** Les IA et les IEF n'ont presque aucune autonomie ni dans l'élaboration du budget ni dans son exécution. La gestion scolaire (essentiellement le financement et les ressources humaines) est déterminée par d'autres acteurs dans d'autres instances. L'absence d'autonomie des structures déconcentrées est la preuve d'une gestion fortement centralisée qui utilise des subterfuges et des slogans pour masquer le hiatus entre les normes qui structurent les politiques et les pratiques observées sur le terrain.
- **Une décentralisation encore non effective.** Les collectivités locales n'ont pas les moyens de leurs missions. Il y a un déficit dans le dialogue entre les services déconcentrés et les collectivités locales. Ces acteurs clés du système éducatif ne s'entendent pas souvent sur les besoins, les priorités et les objectifs.
- **Des interventions sans coordination véritable.** Rien ne permet au niveau local de coordonner efficacement les interventions et de réaliser la synergie des actions en face des défis réels du système au niveau local.

L'atelier a fait les propositions suivantes :

- Suivre le bilan partiel de l'exécution budgétaire
- Suivre la temporalité entre prévisions et niveau des réalisations,
- Développer une communication sur l'utilisation des ressources au niveau local (donner toutes les informations relatives à la gestion des ressources notamment financières.)
- Systématiser la méthode et les stratégies en mettant en place un cadre de suivi au niveau local qui répond aux questions suivantes : (i) Quoi (Objet du suivi) ? Qui (Acteurs et Redevabilité) ? Avec quoi (outils du suivi) ? Comment (Calendrier) ? Quand (Méthodologie) ?

ANNEXES

Annexe 1 : Chronogramme du forum

Annexe 2 : Liste des participant(e)s

Annexe 3 : Allocution d'ouverture de la Coordinatrice régionale

Annexe 4 : Termes de référence du forum

Annexe 5 : Communication des orateurs lors de l'audition publique

le soleil online Secteur de l'éducation : Plus de 4 milliards de FCfa à l'Académie de Tambacounda en 2016

29 Mar 2017 - Lors du forum de lancement des auditions publiques de la Coalition des organisations en synergie pour la défense de l'école publique (Cosydep) sur l'utilisation des fonds alloués, il a été révélé que le budget 2016 de l'Inspection d'académie (Ia) de Tambacounda était de 4,863 milliards de FCfa. Durant l'année 2016, l'Inspection d'académie de Tambacounda a disposé d'un budget de 4,863 milliards de FCfa. La révélation a été faite, à Tambacounda, lors du forum de lancement des auditions publiques de la Coalition des organisations en synergie pour la défense de l'école publique (Cosydep). Les 96% du budget étaient destinés aux salaires des professeurs contractuels. Les frais de déplacement pour les examens du Cfee, du Bfem et du Bac représentaient 2,5%, soit 121,5 millions de FCfa, là où le fonctionnement représentait 0,86% du budget (41,9 millions FCfa). Les contrats de performance (Cdp) étaient de l'ordre de 289,5 millions FCfa et les quatre Inspections de l'éducation et de la formation (Ief) de la région s'étaient partagées 122,169 millions. Les contrats avec les « daaras » dans le cadre du Paqueeb (Projet d'amélioration de la qualité et de l'équité de l'éducation de base) étaient évalués à 41,158 millions FCfa.

L'objectif des auditions publiques est de collecter des données sur les besoins de l'éducation et l'utilisation des fonds alloués à l'éducation qui retient 35 % du budget et 6% du Pib. Organisées pour la première fois, ces auditions s'inscrivent dans la phase 2 du programme « Sunu budget » (Notre budget) devant être exécuté par la Cosydep dans les régions de Tambacounda, Kédougou, Kolda et Sédhiou, en partenariat avec l'Ong 3D, avec l'appui de l'Usaid, souligne Cheikh Mbow, coordonnateur de la Cosydep. Selon lui, « ce programme cherche à surveiller les ressources injectées dans le secteur de l'éducation et de la formation, à engager les communautés à mieux s'approprier les questions d'éducation, à faire en sorte que le partage des données sur l'éducation devienne un exercice classique et ordinaire ».

Pour ce faire, des sessions de formation sur le suivi budgétaire avaient été organisées avant la tenue de ces fora dans les régions d'intervention. « L'objectif est d'abord d'identifier les besoins en éducation et ensuite d'organiser des auditions publiques des managers de centres de responsabilité », soutient Awa Diop, adjointe au gouverneur, qui a présidé cette rencontre. Aussi, ce forum sera-t-il mis à profit pour recueillir la contribution de Tambacounda dans le rapport semestriel qui sera destiné à l'autorité, comme un « outil d'aide à la prise de décision ». Ces auditions permettront d'interroger l'efficacité du système, en mettant côte à côte les ressources injectées et les résultats obtenus.

Au-delà de ces fora, il y aura des stratégies de suivi budgétaire tout au long de ce semestre à l'aide d'outils confectionnés pour collecter et analyser des données. Chaque antenne régionale de la Cosydep a pris l'initiative d'identifier les managers de centres de responsabilité à auditionner. Louise Diène Seck, coordinatrice régionale de la Cosydep, a, dans son propos, regretté la non diffusion de l'information financière à tous les niveaux, la non prise en compte des contributions des ménages et le faible niveau d'engagement de la communauté. Elle a aussi évoqué la difficulté à mesurer l'impact des ressources injectées sur les performances scolaires. Ce qui ne contribue pas à une mise à l'échelle dans la région d'une gouvernance efficiente et inclusive du système éducatif qui ne mettait pas en avant une systématisation de reddition des comptes, d'imputabilité des résultats et de transparence.

Faiblesse des infrastructures scolaires. L'Inspecteur d'académie (Ia) de Tambacounda, Alassane Niane, a, lors du forum de lancement des auditions publiques de la Coalition des organisations en synergie pour la défense de l'école publique (Cosydep), évoqué la faiblesse des infrastructures scolaires. Il a révélé que, de 2014 à 2016, un seul collège, celui de Djimbé (Bakel), a été créé et aucun lycée n'a vu le jour. Des établissements avec classe de Seconde ont toutefois évolué en lycées. Dans l'Ief (Inspection de l'éducation et de la formation) de Koumpentoum, seules trois écoles ont été créées de 2015 à 2017 et toutes l'ont été en 2017. Sur la même période, seules deux écoles ont été créées dans l'Ief de Bakel, a poursuivi M. Niane. S'y ajoute le déficit du personnel enseignant et de la formation. L'académie de Tambacounda fait également face aux grèves des élèves et des enseignants, à l'enclavement, au taux de chômage élevé, au nombre élevé d'abris provisoires, à la faiblesse de la logistique, entre autres.

Pape Demba SIDIBE

LIENS UTILES

- ❖ <http://www.aps.sn/actualites/article/gouvernance-scolaire-la-cosydep-demarre-ses-auditions-publiques-par-tambacounda>
- ❖ http://senego.com/2017/03/27/contraintes-secteur-educatif-a-tambacounda-listees_459023.html
- ❖ <http://www.lesoleil.sn/actualites/item/62822-secteur-de-l-education-plus-de-4-milliards-de-fcfa-a-l-academie-de-tambacounda-en-2016.html>
- ❖ <http://www.tambacounda.info/2017/03/28/gouvernance-scolaire-cosydep-demarre-auditions-publiques-tambacounda/>